

# La mobilité socio-spatiale et ses conséquences dans une commune ruraine de l'agglomération dijonnaise<sup>1</sup>

---

Robert CHAPUIS

1990 – revue de Lyon vol 65

**RÉSUMÉ :** *L'installation de nouveaux résidents dans une commune de l'agglomération de Dijon a modifié en profondeur ses structures démographiques, sociales et spatiales. Mais on constate que si les logiques socio-spatiales qui président à la rurbanisation se vérifient ici, il n'en est pas moins vrai que ce schéma général se nuance de quelques couleurs locales.*

**MOTS-CLÉS :** MOBILITÉ SOCIO-SPATIALE, RURBANISATION, ESPACE-VÉCU, DIJON.

**ABSTRACT :** *Settlement of new residents in the Dijon agglomeration has deeply modified its demographic, social and spatial structures. But, if the socio-spatial logics which determine the counturbanisation are verified here, we must say that this general scheme varies according to the local conditions.*

**KEY-WORDS :** SOCIO-SPATIAL MOBILITY, COUNTURBANISATION, DIJON, SPACE OF LIFE.

La commune de Saint-Julien est un bon exemple de ce qu'est la mobilité socio-spatiale et de ce qu'en sont les conséquences dans les communes de l'espace rural de Dijon. On se gardera toutefois de dire que c'est le modèle unique de la rurbanisation dans l'agglomération dijonnaise et, plus généralement, dans les agglomérations françaises, car on sait que les modalités de la rurbanisation sont plus complexes que l'on ne le croit souvent.

## I - DE L'IMMOBILITÉ A LA MOBILITÉ

### A) L'espace et le temps d'un village

Saint-Julien est une commune d'environ 1 300 habitants, située à 12 kilomètres de Dijon. Installée dans la plaine dijonnaise, formée ici d'épandages de graviers recouverts localement de limons brunâtres qui donnent de bons sols, elle vivait jusqu'au début des années soixante de la même vie que les autres villages de la plaine. Seule la distinguait la culture du houblon, acclimatée ici à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle.

Le village ne change guère pendant des siècles. En 1375, il abrite 380 habitants, en 1801 il en a 446... Ce sont essentiellement des agriculteurs, auxquels il faut ajouter les quelques artisans et commerçants nécessaires à la vie du village. Dans les trois

---

<sup>1</sup> L'enquête qui est à la base de ce travail a été effectuée, dans le cadre d'un séminaire de Géographie, par les étudiants de 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> années de l'Université de Bourgogne, avec la collaboration de A. Chamero, technicien de recherche.

premiers quarts du XIXème siècle, la population augmente un peu, puisqu'elle passe à 500 habitants sans que le profil social et économique se transforme vraiment.

Pendant la fin du XIXème siècle et la première moitié du XXème, l'exode rural, causé surtout par la mécanisation agricole et l'attraction des emplois dijonnais, fait retomber la population vers 450 habitants en 1954. L'intensification amenée par la culture du houblon a été compensée par le recul de l'élevage laitier au profit de la céréaliculture plus extensive.

En 1962, la population n'a pas changé : elle est toujours de 450 habitants. Mais le fait qu'elle n'ait pas diminué, comme dans d'autres villages plus éloignés de Dijon, indique cependant les débuts d'un changement socio-économique structurel. Comme ailleurs, le nombre des exploitations diminue ; mais ceux qui lâchent l'agriculture, ou les enfants d'agriculteurs qui ne reprennent pas l'exploitation, tentent maintenant, et réussissent parfois, à rester au village tout en travaillant à Dijon. C'est le début de la mise en place des migrations quotidiennes, favorisées ici par l'existence d'une gare sur la ligne de Dijon. Ce n'est pas encore la mobilité socio-spatiale, mais c'est déjà la mobilité sociale et la mobilité quotidienne dans un espace sur lequel commence à peser l'influence dijonnaise.

### **B) La vague urbaine monte**

C'est à partir des années soixante que commence le boom démographique (Tableau 1)

	<b>Population</b>	<b>Évolution (en % par</b>
<b>1962</b>	450	+2,5
<b>1968</b>	519	+5,0
<b>1975</b>	731	+6,3
<b>1982</b>	1124	+2,2
<b>1989 (évaluation)</b>	1 300	

*Tableau 1 : Évolution de la population (1962-1982)*

Comme on le voit, la population augmente déjà sensiblement entre 1962 et 1968, puis brusquement à la fin des années soixante, et plus encore entre 1975 et 1982. Entre 1968 et 1982, elle s'est accrue de plus de 50 %.

Bien évidemment, il ne s'agit pas d'un brusque sursaut de la fécondité puisque celle-ci, comme ailleurs, a rapidement baissé depuis le milieu des années soixante. Le solde naturel a toujours représenté moins de 20 % du solde total. (Tableau 2)

	Variation	Solde	Solde	S. migr. / S.
<b>1962-68</b>	+69	+12	+57	83 %
<b>1968-75</b>	+212	+21	+191	90 %
<b>1975-82</b>	+393	+52	+341	87 %

Tableau 2 : Évolution du solde naturel et du solde migratoire (1962-1982)

C'est donc bien un brusque accroissement du solde migratoire qui explique la rapide augmentation de la population à partir des années soixante. Alors qu'il y avait 130 ménages en 1962, pas beaucoup plus en 1968 (145), il y en a 221 en 1975 et 337 en 1982, soit plus qu'un doublement en 14 ans. Alors que, jusqu'à la fin des années soixante, le nombre des permis de construire se compte à l'unité, il passe à 14 en 1974 et 77 en 1975 (construction d'un lotissement des "Castors"), pour revenir ensuite entre 5 et 10 jusqu'en 1980.

La raison en est, ici comme ailleurs, qu'une population extérieure vient réaliser deux rêves, celui de la maison familiale et celui de la vie à la campagne ; réalisation permise à la fois par la hausse du niveau de vie, par la généralisation de l'automobile et par le prix moins élevé du terrain en zone périurbaine.

### C) La vague urbaine retombe

Allait-on vers une submersion totale du vieux village ? Non, car déjà depuis la fin des années 70, les installations se ralentissaient sous l'effet de la crise économique, de l'augmentation du prix des carburants, de la hausse considérable des prix du terrain, de l'attractivité retrouvée de la ville centre et du désir de la municipalité locale de limiter la population de la commune à 1 500 habitants vers l'an 2000.

Depuis 1980, comme dans les années 60, on est revenu à quelques permis de construire par année. La population était estimée en 1989 à 1 300 habitants. L'accroissement qui était de 6 % par an entre 1975 et 1982 est retombé à 2 %, c'est-à-dire au niveau de celui des années 1960. La vague urbaine est donc retombée, en attendant peut-être que les grands projets, réalisés ou en cours, au Nord de Dijon (technopôle, centre commercial, parc de loisirs) ne fassent revenir la vague sur un village relativement proche de cet espace en pleine transformation.

Mais s'agit-il uniquement d'une simple vague urbaine déferlant de la ville voisine selon le schéma généralement présenté ? Le tableau 3 nous permet d'apporter des nuances.

Origine des arrivants	%
Agglomération dijonnaise	62
Côte-d'Or	23
Ailleurs	15

Tableau 3 : Origine des nouveaux habitants

En effet, moins des deux-tiers des arrivants viennent de l'agglomération. Les autres viennent donc s'installer directement en zone rurale sans être passés par l'agglomération voisine. Ils arrivent souvent de Côte d'Or (environ un quart), soit de la zone périurbaine même, soit surtout des autres villes du département ; 15 % viennent d'ailleurs. Ce qui confirme l'idée que "l'exurbanisation n'est pas la seule responsable des migrations au sein des espaces périurbains" (M. Berger) et que, si la ruralisation est bien un éparpillement de la ville, elle n'est pas seulement un éparpillement de la population de la ville.

## II - LA NOUVELLE DONNE

L'arrivée massive de nouveaux habitants, bien que ralentie depuis une dizaine d'années, a transformé profondément le visage de la commune.

### A) Une nouvelle structure sociale

L'ancien village d'agriculteurs est devenu un village de cadres et d'employés. (Tableau 4)

	Saint-Julien	Agglomération
Agriculteurs-exploitants	4	0,1
Artisans, commerçants, patrons	7	5,9
Professions libérales, cadres supérieurs	8	11,1
Professions intermédiaires	23	20,7
Employés	36	32,6
Ouvriers	22	28,2
Total	100 %	100 %

*Tableau 4 : Les catégories socio-professionnelles*

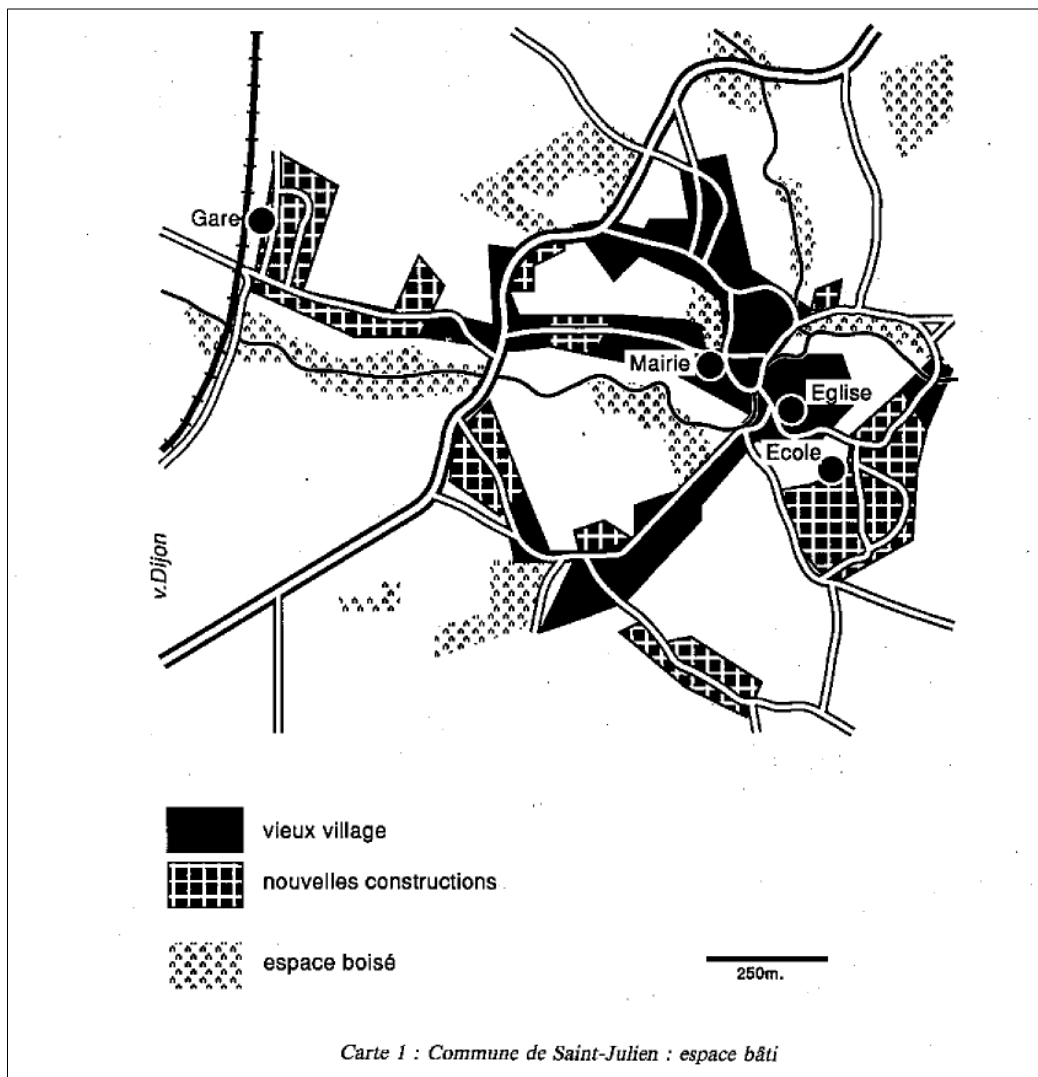
Les deux-tiers des habitants de Saint-Julien sont employés, cadres ou professions libérales. Les ouvriers sont moins d'un quart. Les agriculteurs sont complètement marginalisés puisqu'il n'y a plus qu'un agriculteur pour 25 actifs.

On rejoint ici encore une remarque de M. Berger. Les communes périurbaines "reflètent les spécificités socioéconomiques des villes". A l'agglomération dijonnaise surtertiaisée correspond une zone rurale elle-même surtertiaisée. On remarquera seulement que les professions libérales et cadres supérieurs sont plus nombreux en ville qu'à Saint-Julien, alors que c'est le contraire pour les professions intermédiaires et les employés. Les ouvriers sont ici, comme dans l'agglomération dijonnaise, relativement peu nombreux. La zone rurale correspond donc bien, mais en dégradé, à l'espace urbain. Une classe moyenne formée de professions intermédiaires, d'employés et des plus qualifiés des ouvriers forme une large majorité de la population. Le revenu net imposable était, en 1987, d'environ 80 000 F et le montant de l'impôt de 7 300 F par ménage ; l'enquête a montré que les deux-tiers des ménages disposaient de plus de 7 500 F par mois et que 40 % d'entre eux avaient plus de 10 000 F par mois.

Il faut adjoindre à ces catégories les commerçants et artisans que la prégnance renforcée de Dijon n'a pas, bien au contraire, éliminés, ce qui est une des originalités de la commune. En effet, Saint-Julien qui était ce que l'on pourrait appeler un village-centre incomplet, avec quelques services de base et quelques artisans, a vu ce rôle se renforcer. La commune est aujourd'hui un véritable village-centre, avec même quelques commerces et services de bourg : 3 médecins, 1 dentiste, 1 pharmacien, 2 pédicures, 1 masseur, sans compter le chauffagiste, le taxi, l'auto-école, le coiffeur ou le bureau de poste... Ne lui manquent que la banque, le vétérinaire, la supérette et le collège pour être un véritable petit bourg.

## B) Une nouvelle structure spatiale

L'espace bâti, qui ne couvrait que quelques hectares dans les années 50, en occupe aujourd'hui 80. Le vieux village, serré autour de la mairie, de l'église et de quelques rues est maintenant à la fois comblé dans ses interstices par des pavillons neufs et enveloppé par des constructions anarchiquement distribuées, ainsi que par trois lotissements. Il a pris maintenant une allure de nébuleuse (carte).



Mais, et c'est une autre originalité, ces lotissements restent à taille humaine, puisque le plus important, celui des "Castors", ne compte que 68 pavillons et les deux autres 25 et 16. Sur les 230 résidences construites depuis 1962, moins de la moitié sont en lotissement, les autres sont des constructions strictement individuelles. Dans ces conditions, on comprend que le rôle des promoteurs et autres pavillonneurs ait été ici très faible, puisque si l'on excepte le cas spécial des "castors", seuls une quarantaine de pavillons ont été lancés dans des lotissements par des promoteurs.

On ne peut donc pas parler ici de "micro-ségrégation" spatiale et encore moins de "ghettos de riches" dans telle ou telle partie de la commune. Tout au plus peut-on constater que le vieux village rassemble, outre la plupart des commerçants et des prestataires de services, la majeure partie des natifs de Saint-Julien qui forme effectivement une catégorie en moyenne moins aisée et plus vieillie que le reste de la commune.

### C) Un nouvel espace vécu

L'arrivée de populations extérieures a profondément changé l'espace vécu. La population, qui trouvait autrefois majoritairement son emploi dans la commune elle-même, le trouve maintenant au dehors, c'est-à-dire essentiellement dans l'agglomération dijonnaise. En effet, un actif sur 7 seulement travaille sur place (16 %), plus de 3 sur 4 dans l'agglomération voisine (70 %) et le reste, soit 6 %, dans d'autres communes voisines.

La mobilité résidentielle se traduit donc finalement par une mobilité quotidienne accrue mais qui reste ici à échelle humaine : 60 % des déplacements de travail n'excèdent pas, pour l'aller et le retour, 1/2 heure, au moins aux dires des intéressés qui, comme on le sait, ont tendance à sous-estimer le temps de leurs déplacements.

La dépendance vis à vis de l'agglomération dijonnaise est forte également pour les commerces. (Tableau 5)

Achat de :	Saint-Julien (en %)	Dijon (en %)	Ailleurs (en %)
Viande	46	52	2
Pain	88	11	1
Fruits et légumes	31	62	7
Autres produits	20	78	2
alimentaires	25	71	4

Tableau 5 : Lieux d'achats des habitants de Saint-Julien

En dehors du pain, acheté presque toujours sur place, et de la viande, que près de la moitié des ménages trouve à la boucherie locale, moins du tiers des ménages achète sur place les autres produits. On remarque tout de même que, service après-vente oblige, le commerce local des appareils ménagers arrive à retenir 25 % de la clientèle potentielle.

Les services locaux, par contre, sont plus utilisés que les commerces : les médecins, le pharmacien, le garagiste, les artisans arrivent à fidéliser de 60 à 70 %a de la clientèle locale dont, bien entendu, une bonne partie des nouveaux arrivants. Saint-Julien n'est donc pas qu'un simple village dortoir comme beaucoup d'autres ; les nouveaux arrivants en utilisent les services et, au moins partiellement, les commerces ; ce qui contribue à maintenir une certaine autonomie au village.

Pour ce qui est des loisirs pris hors de la maison, on remarque avec surprise d'abord que ces loisirs sont très rares et donc que l'installation à Saint-Julien a coupé les ex-citadins d'une partie de leurs habitudes urbaines. Seule une personne sur dix est allée au cinéma à Dijon ou à un match ou a fait une autre sortie (en dehors du restaurant) pendant les quinze jours précédant l'enquête. La mobilité socio-spatiale semble appeler une certaine immobilité culturelle...

Cependant, on constate que les ex-citadins ont plus de contacts avec l'agglomération dijonnaise et qu'ils continuent d'acheter plus souvent en ville. Ils conservent donc, au moins un certain temps, leurs anciennes habitudes d'achat.

Mais, dans le même temps, ce sont eux qui le plus souvent ont créé et animent aujourd'hui les nombreuses associations qui ont fleuri au village depuis 1970. Alors que la moitié des habitants qui sont arrivés au cours de la grande vague (1970-75) font partie d'une association, seuls 12 % de ceux qui habitent la commune depuis longtemps (et en particulier les habitants originaires de Saint-Julien) sont adhérents.

## CONCLUSION

Ce court exposé permet tout de même d'aboutir à deux types de conclusions.

- La rurbanisation n'est pas, d'un point de vue démographique, un simple débordement de la ville sur son espace périphérique ; certains nouveaux résidents de L'espace urbanisé proviennent, ou d'autres villes, ou d'autres communes de cet espace urbanisé lui-même, ou parfois même de communes rurales plus lointaines.

- Si les transformations subies par les communes rubaniers sont, en schématisant, proportionnelles à la taille et inversement proportionnelles à la distance de l'agglomération voisine, la urbanisation se nuance localement en fonction du profil socio-économique de l'agglomération urbanisante, de la taille et du profil socio-économique de la commune urbanisée.